

le betteravier



CBB

Betteraviers belges - Belgische bietentelers

CAMPAGNE ISCAL
Un aperçu de
l'assemblée générale
des planteurs

RENCONTRE
Steven souligne
l'importance de se
faire entendre

DOSSIER CARBONE
Pourquoi le carbone
est-il un sujet pour
l'agriculture ?

Dans ce numéro :

- 3** EDITO
- 4** EN BREF
- 5** CAMPAGNE ISCAL
- 8** MARCHÉ DU SUCRE
- 9** PRIX RT
- 9** OPCO
- 10** ORGANISATION
- 11** DIVERS
- 13** IRBAB
- 20** DOSSIER CARBONE
- 22** OPINION
- 26** RENCONTRE
- 31** DIVERS



Photo par Ferme Debled

Printemps 2024

Je croyais écrire cet éditto avec la majorité des betteraves semées (et levées) mais mère nature est encore venue perturber nos travaux de printemps. J'espère que l'on pourra semer toutes les betteraves dans la deuxième quinzaine d'avril et que l'on ne subisse pas le même scénario qu'en 2023.

A propos de la récolte 2023, on peut affirmer aujourd'hui que l'on aura un prix rémunérateur pour les betteraves puisque le dernier mois de la cotation (février) est du même niveau que les 4 mois précédents. Nous pouvons donc affirmer et dire que le paiement de juin fera du bien !

D'après l'IRBAB et les instituts de recherche betteravière des pays voisins, on doit s'attendre à une forte pression des pucerons après les semis. Nous devons donc être vigilants et traiter avec les produits encore à notre disposition. Cela pourrait devenir un fameux jeu d'équilibre si la pression des pucerons devient difficilement gérable. L'agriculture ne sera jamais une science exacte et demandera toujours l'expertise des planteurs ! Il serait bien que nos politiciens en prennent conscience et soutiennent le monde agricole, générateur de plus-value et de paix sociale. Concernant les importations de sucre dans l'Union européenne, il est dommage que le monde politique ne prenne pas ses responsabilités. Nous sommes tous d'accord pour défendre l'Ukraine mais pas sur le dos de notre agriculture européenne.

Après le départ de Judith Braconnier, voici la fin de la collaboration avec Bruno De Wulf qui, malgré des divergences de vue, marquera positivement son passage à la CBB.

La CBB a besoin de se moderniser, de se simplifier et d'adapter sa structure à l'avenir de la betterave. L'idée est de repartir de la base, c'est-à-dire deux secrétariats régionaux (RT et ISCAL) composé des 2 entités linguistiques et chapeautés par la CBB où les décisions des régions seront transmises à l'organe d'administration de la CBB qui se chargera des tâches administratives et financières et la gestion du personnel.

Tout ceci est en cours de réorganisation et demande beaucoup de préparation et de conciliation. Mais je crois pouvoir dire que la volonté de changement est tout à fait présente au sein de notre organisation.

Nous avons engagé Muriel Weverbergh qui deviendra notre responsable administrative et financière. Nous sommes persuadés que nous effectuerons un travail fructueux pour notre grand défi de simplifier nos structures.

Joseph Cleiren
Président de la CBB



En bref

Cristal Union, numéro 2 du sucre en France, s'associe au groupe TotalEnergies pour lui fournir des pulpes de betteraves durant 15 ans. Ces pulpes alimenteront BioNorrois, la prochaine unité de production de biométhane de TotalEnergies actuellement en construction en Normandie près de Dieppe. Le démarrage est prévu fin 2024. Les pulpes de betteraves constitueront plus de la moitié des 185.000 tonnes de matières qui seront traitées par le méthaniseur lors de son démarrage ; le complément étant constitué de déchets.

La totalité du génome de la canne à sucre vient d'être cartographié après 10 années de recherches. Selon la revue scientifique Nature, ces nouvelles connaissances contribueront à comprendre des caractéristiques complexes tels que le rendement, l'adaptation à des conditions environnementales variées, ainsi que la résistance aux maladies. Il s'agit du premier génome de variété de canne de haute qualité à être identifié en totalité.

Les Etats-Unis vont devoir augmenter leurs importations de sucre pour 2024 : 125.000 tonnes supplémentaires pour compenser la perte de quelque 100.000 tonnes de sucre de betteraves; le temps chaud qui a régné dans le Michigan et le Midwest américain a endommagé une partie des betteraves récoltées et stockées en extérieur. Les Etats-Unis importent environ un tiers de ses besoins en sucre.

France : le gouvernement autorise l'utilisation accrue du Movento pour lutter contre les pucerons très fortement présents ce printemps : une dérogation de 120 jours pour utiliser davantage de Movento. Il sera autorisé jusqu'à 5 épandages de Movento en deux temps : d'abord trois passages au lieu de deux sans la dérogation, puis deux supplémentaires en cas de besoin identifié, en plus du passage d'un autre insecticide, le Teppeki.

L'Espagne va augmenter sa capacité de production et de raffinage de sucre. Une filiale espagnole du groupe britannique ABF Sugar, investit 27 millions d'euros dans une de ses sucreries de betteraves pour raffiner également du sucre brut à partir de l'été 2025 ce qui lui permettra d'augmenter sa capacité de production de sucre de 50.000 à 250.000 tonnes.

Le Royaume-Uni connaît le huitième hiver le plus humide de son histoire. Début avril, les arrachages de betteraves n'étaient pas encore terminés alors que les betteraviers britanniques se préparaient à semer.

Les usines brésiliennes pourraient laisser l'éthanol aux transformateurs de maïs afin d'augmenter leur capacité de production de sucre de 10 % pour la nouvelle saison si les prix du sucre restent à un niveau élevé, selon Reuters. L'offre de maïs augmente et c'est une matière première bon marché pour la production d'éthanol.

Assemblée Générale des Planteurs du CoCo Hainaut-Iscale

Ce jeudi 21 mars, s'est tenue l'Assemblée générale des planteurs de betteraves du Hainaut, en la salle du Reposoir à Kain. Le Président du Comité de Coordination des betteraviers du Hainaut, Michel Pecquereau, commence par souhaiter la bienvenue aux nombreux planteurs qui ont fait le déplacement ainsi qu'à la présence du président national de la CBB, Joseph Cleiren.

André Coudyzer

De ses propos d'introduction à cette assemblée, on retiendra une campagne betteravière 23-24 assez difficile (essentiellement due aux conditions météorologiques – pluies et gel) mais aussi suite à quelques soucis au niveau de l'usine. On reviendra sur ces faits plus loin en cours de réunion. Il insiste également sur la nécessité qui s'est imposée de nuancer, amender certains points des accords interprofessionnels pour cette année particulière et attire déjà l'attention sur l'obligation de prévoir de nouveaux ajustements dans nos accords futurs. Il passe ensuite la parole aux différents intervenants prévus à l'ordre du jour de cette assemblée.

Le bilan chiffré

En premier, le bilan chiffré de la campagne est dressé par Ronald Demuyck, Agro manager d'Iscale. Sans rentrer dans les détails, les principaux éléments de ce bilan sont :

- Une campagne débutée le 10 octobre et terminée le 17 février. Débutée bien trop tardivement, mais due à un retard de livraison de matériel indispensable au démarrage de l'usine, alors qu'il était commandé de longues dates. Et une fin de campagne difficile durant un bon mois suite aux gel et ensuite dégel des betteraves.
- Une surface emblavée en contrat d'environ 16.000 hectares dont un millier a été traité à Cosun (Dinteloord) et environ 940 hectares n'ont pas été travaillées (soit non arrachées, soit arrachées et non réceptionnées)
- Une richesse moyenne de la clientèle de 16,15 ° et une tare totale de 14,94 % (dont 7,86 de tare-terre, ce qui est énorme par rapport aux années antérieures). A ce sujet, et vu les conditions climatiques mauvaises dès octobre, les taux-pivot avant l'appli-

cation des pénalités pour livraison de trop de terre ont été relevés (6 % au lieu de 4 pour le transport usine et 11 % au lieu de 9 pour les axes).

- L'impact du gel a été conséquent cette année. Dès le 30 novembre, le bâchage a été rendu obligatoire par l'usine et un surbâchage a été demandé le 5 janvier. Le drame pour la clientèle de Fontenoy, c'est qu'au début janvier, il restait encore environ 2.250 hectares à arracher. Le gel a permis d'en arracher une bonne partie, mais il a également imposé de prendre des dispositions particulières à partir du 15 janvier. Ce qui a conduit à faire rentrer par priorité ces betteraves dès arrachage et de retarder toutes les autres, initialement planifiées. Malgré cette disposition, et au vu de l'état sanitaire des betteraves, la décision a même été prise de ne plus arracher et certains tas sont restés au bord des champs.
- Durant cette campagne, l'usine a prouvé durant une douzaine de semaines une capacité d'écrasement journalier de 10 à 11.000 tonnes jour. Par contre, cela s'est terminé à des chiffres bien plus bas...
- Ronald Demuyck termine son exposé par une explication rapide de la facture, le bordereau d'achat des betteraves, sachant que les nuances de prix seront exposées par la suite. Il précise également que la prochaine campagne ne devrait pas dépasser les 120 jours et idéalement débuter à la mi-septembre ; les emblavements attendus en 2024 seront légèrement supérieurs à ceux de 2023, mais Iscale prend dès à présent les dispositions nécessaires pour travailler avec d'autres partenaires afin de garantir une campagne de durée raisonnable.
- Le bilan final de cette campagne confirme encore une fois que le gel et une campagne trop longue génèrent énormément de problèmes et de pertes pour chacun des partenaires (usine et planteurs).

Contrôle en réception

La seconde intervention est accordée à Pascale Tychon qui assure le contrôle en réception. Elle tient à signaler que la réception à Fontenoy présente encore toujours plusieurs points faibles qui selon elle, méritent que l'usine entreprenne enfin les adaptations nécessaires, déjà si souvent réclamées.

En premier, elle déplore que la **mesure des pertes aux parmentières** ne puisse se faire de façon correcte. Oui, il y a eu peu de dépassements de pertes par rapport au seuil fixé de 1 % (et les corrections ont été effectuées), mais il y a surtout un problème de pouvoir mesurer toutes les pertes de morceaux de betteraves. Production de trop de morceaux à la porte des parmentières, une évacuation de morceaux avec les eaux et en-dessous de l'installation à la cave...

Autres soucis majeurs, la **qualité de la râpure trop variable** dans le temps et toujours cette problématique de la tare-collet. Durant la campagne, il y a eu plusieurs interventions du comité technique pour rappeler à l'ordre certains décolleteurs... La solution attendue depuis longtemps est bien le passage à la betterave entière, mais quand ???

Deux autres constats faits par Pascale Tychon sont à signaler : le tri des betteraves dans les bacs avant constitution du sous-échantillonnage pose problème si l'on constate une sorte de classement des betteraves (les plus grosses d'un côté, les morceaux de l'autre...) Cette campagne a aussi demandé une attention particulière à tout ce qui a été éliminé et qui a rejoint la tare-collet, il s'agit des betteraves dégradées, dégelées, ...

Enfin, un peu trop de cendres insolubles dans les pulpes, mais la tare terre élevée explique en partie cela. En conclusion, de nombreux points d'attention à améliorer et surtout, un souhait de meilleure communication et de collaboration en salle de réception.

Prix de la betterave et paiement

Le président passe ensuite la parole à André Coudyzer qui officie momentanément comme secrétaire vu le choix fait par Judith Braconnier de réorienter sa carrière professionnelle dans une autre direction. Celui-ci s'attarde sur le volet du prix de la betterave et de son paiement.

Vu la campagne particulière vécue cette année, des dispositions spécifiques ont été prises afin de dissocier toutes les betteraves arrachées avant la période de gel de janvier (livrées avant le 7 janvier ou après le 7 janvier) de ce qui a été encore réalisé après cette date (betteraves arrachées et livrées, arrachées et non livrées, voire même non arrachées).

Afin de simplifier au plus, signalons que toutes les betteraves arrachées avant le 7 janvier ont reçu (vont recevoir) le prix plein de cette campagne, à savoir à ce moment 35,10 € la tonne de betteraves à 16 ° (39,84 € à 17,5 °) majoré de l'abandon pulpes fixé à 8,05 € la tonne de betteraves (soit 43,15 € la T à 16 °). Le prix du sucre estimé par Iscal et servant à fixer ce prix de la tonne de betteraves était de 610,00 €/T. Pour ces betteraves, le paiement a été fait le 29 février et pour ce qui a été considéré comme betteraves déclassées, dégradées (camions refusés, tare-collet pour betteraves gelées et betteraves relevant d'un écrémage aux champs), le paiement sera finalisé fin avril.

Pour ce qui a été arraché ou non après le 7 janvier, un mécanisme de solidarité a été mis en place (moyennant une intervention conséquente de l'usine, mais aussi d'une contribution de 3 euros la tonne de betteraves limitées aux seules quantités arrachées et livrées après le 7 janvier, et du non-paiement de la prime pour livraison tardive pour ces betteraves) ; de la sorte, ce qui a été livré a été payé à 32,10 € la T à 16 ° plus la valeur pulpes (soit 40,15 €).

Tout ce qui n'a pas été livré recevra une indemnité totale de 33,63 € la tonne, soit fin mars, soit fin avril selon les cas de figure.

Pour les planteurs concernés par ces betteraves non livrées, un estimatif de rendement a été fait sur base du rendement moyen obtenu auprès de tous ceux qui ont su arracher après le 7 janvier et livrer.

Vu la durée de la campagne, et dès lors un paiement retardé par rapport à l'échéancier prévu dans les accords interprofessionnels au 31 janvier, des agios sont calculés et payés sur base d'un taux de 5,5 % et fonction du nombre de jours de retard.

Signalons aussi que les primes tardives payées à tout planteur dont les betteraves étaient arrachées le 7 janvier et qui ont été livrées après cette date, le barème des primes a été relevé de 5 cents par jour à partir du 18 janvier (ce qui nous a conduit à une prime tardive d'environ 7,50 € la tonne à la date du 17 février) ; de plus les betteraves hors contrat ont également reçu la prime tardive à partir de cette même date, mais au prorata de

la valorisation du sucre.

Il est également fait mention d'un solde de prix de la betterave à attendre en novembre, et qui sera calculé précisément sur base du prix moyen de vente de tous les sucres de cette campagne. A un prix moyen de 750,00 € la tonne de sucre, un surpris d'environ 8 euros la tonne de betteraves peut être escompté.

Des réactions de la salle, on retiendra la situation difficile de certains planteurs qui ont tout fait pour arracher et livrer, et qui se sentent fortement pénalisés par la problématique de la tare-terre. Par ailleurs, il y a aussi ceux qui ont le sentiment d'avoir fait le mauvais choix ; le non arrachage des betteraves est parfois mieux rémunéré que celui qui a fait l'effort de le faire et de livrer...

Bref, il y a des situations particulières qui mériteront certainement dans les prochaines semaines de trouver des solutions spécifiques sans modifier les principes généraux adoptés.

Le président invite donc les betteraviers qui se sentent lésés vu leur situation spécifique de se signaler auprès du syndicat et de la sucrerie.

Retour d'Iscale

Enfin, la parole est donnée au CEO d'Iscale Sugar, Robert Torck. Celui-ci tire les leçons de cette dernière campagne et se projette dans un avenir proche à Iscale avec beaucoup d'intentions d'amélioration et d'investissements encore à réaliser.

D'une part, il faut encore améliorer la capacité de productivité de l'usine (son écrasement journalier) et sa fiabilité dans la durée ; limiter les risques de pannes en cours de campagne. Par ailleurs, Iscale s'inscrit en totalité dans des objectifs tels que la neutralité carbone, la réduction de consommation en eaux, l'efficacité énergétique thermique...

Iscale juge nécessaire d'encore investir dans l'outil qu'est l'usine car il y a lieu de moderniser, de remplacer plusieurs éléments importants tels que chaudières, turbo-alternateurs, lavoir, tuyauteries diverses...

Enfin, sur un plan humain, bien des choses doivent également changer : travailler davantage avec des partenaires locaux, augmenter les responsabilités de chaque collaborateur, développer une culture de

l'ordre et de la propreté sur le site, renforcer aussi la culture sécurité... Bref, beaucoup de projets pour les prochaines années, plusieurs millions d'investissements à consentir pour que l'outil de transformation industrielle soit à la pointe.

En fin de réunion, CEO d'Iscale, Agro manager d'Iscale et Président du Comité de coordination du Hainaut, d'une seule et même voix, ont remercié le travail du service agronomique, mais surtout, les entrepreneurs et les betteraviers pour le travail accompli cette année. Tous espèrent une campagne 2024 plus facile.



L'assurance récolte multirisque climatique sur mesure pour chaque culture Des agriculteurs pour les agriculteurs

Qualité et fiabilité aux meilleures conditions chez VEREINIGTE HAGEL
Demander une offre sans engagement sur www.vereinigte-hagel.be

VEREINIGTE HAGEL | Postbus 7 | NL 9422 ZG SMILDE | Tel.: +32 (0)496 364040 | info@vereinigte-hagel.be

Maintien des prix mondiaux et fléchissement des prix européens

Martine Moyart

Bien que les prévisions de production indienne et thaïlandaise soient meilleures qu'il y a quelques mois, les prix du sucre se maintiennent sur le marché mondial. Le prix du sucre blanc sur le marché mondial pour le terme le plus proche (mai 2024) s'élevait à 597 € la tonne le 5 avril.

Cette bonne tenue des cours du sucre est principalement due aux inquiétudes concernant la récolte de canne à sucre brésilienne. Une récolte qui est sur le point de commencer et qui est affectée par une sécheresse prolongée et des épisodes de chaleur intense dues au phénomène climatique El Nino.

Ce qui contribue aussi à limiter la baisse des prix du sucre sur le marché mondial, ce sont les prix du pétrole. Les pays de l'OPEP semblent s'entendre pour limiter l'offre afin de soutenir le prix du baril entre 80 et 100 dollars. A ces prix-là, l'éthanol produit à partir de canne restera concurrentiel et la proportion de canne transformée en éthanol au lieu de sucre se maintiendra.

Que disent les spécialistes ? Un sondage auprès de 12 négociants et analystes relayés par l'agence de presse Reuters montre qu'ils parient sur une réduction de l'offre mondiale de sucre et sur la persistance d'une certaine tension du marché à cause de la dépendance envers le Brésil comme principale source d'approvisionnement. Une fois de plus, les cours mondiaux du sucre seront tributaires de l'évolution de la récolte d'un seul gros producteur. Forte volatilité en vue.

Europe : première baisse depuis plusieurs mois

L'observatoire des prix de l'UE a publié les prix de vente du sucre blanc dans l'Union (départ usine) pour le mois de février 2024 : 837 € la tonne, soit une baisse de 16 € par rapport au prix de vente de 853 €/t en janvier 2024. Les prix européens se maintiennent à des niveaux élevés car ils sont tirés à la hausse par les prix élevés sur le marché mondial. Les stocks de sucre augmentent dans l'Union : 10 % en plus que la campagne précédente. Il y a davantage de réserves chez les producteurs et les raffineurs de sucre de l'UE.

L'évolution par région est la suivante :

- Région 1 (Nord et Est de l'UE) : 790 €/t (821 €/t en janvier 2024)
- **Région 2 (BE, FR, NL et DE) : 840 €/t (855 €/t en janvier 2024)**
- Région 3 (Sud de l'UE) : 925 €/t (906 €/t en janvier 2024)

Le sucre vendu dans les Etats membres du Nord et de l'Est de l'UE est 50 € moins cher que dans notre région en raison des importations de sucre ukrainien. Les importations 2023/24 en provenance d'Ukraine ont atteint 286.000 t jusqu'en février 2024 (chiffre encore à consolider), soit 18% de plus par rapport à la même période en 2022/23. Le prix moyen u sucre importé d'Ukraine a baissé à 714 € en janvier 2024.

Les prix spot relevés par Platts au cours de la dernière semaine de mars 2024 ont également fléchi : les prix « livrés » relevés étaient de 700 €/t en Europe du Nord et de l'Ouest, 810 €/t au Royaume-Uni et 720 €/t en Italie du Nord.

Bilan prix betteraves RT

Loïs Penasse

Le prix du sucre final de 2023 a pu être calculé sur base du reporting européen de février 2024. Cette moyenne du prix du reporting européen sur 5 mois nous permet de calculer le prix all-in final de la betterave à 18°Z.

Ce prix de betteraves permet aux betteraviers de la RT de faire une année très correcte avec un chiffre d'affaires à l'hectare moyen parmi les plus élevés que le secteur ait connu. La rentabilité des betteraves est donc sauvée par un excellent prix du sucre qui compense d'une part les coûts de production en forte augmentation, et d'autre part les richesses extrêmement basses de l'année et les pertes dues aux conditions climatiques compliquées. Les pluies incessantes depuis la mi-octobre, et les deux périodes de gel intense en décembre et janvier ont en effet entraîné des tares terres et des tares végétales (dues aux betteraves dégelées) anormalement élevées. Cela donnera un prix betterave « all-in » à 18°Z de plus de 65€/T.

Mois	Price reporting
Octobre 2023	€ 841
Novembre 2023	€ 855
Décembre 2023	€ 856
Janvier 2024	€ 855
Février 2024	€ 840
Moyenne	€ 849,40

OPCO

Bonjour à tous !
 L'OPCO espère qu'au moment où vous lirez ces lignes, la météo sera clémente et les emblavements seront en bonne voie !
 Nous tenons à vous informer que vous allez recevoir d'ici peu une enquête de satisfaction de la part de votre association. Nous travaillons sur les négociations des futurs contrats et avons besoin de votre avis afin de piloter celles-ci. Nous voulons avoir votre ressenti sur la situation actuelle du secteur de la chicorée. Ne vous inquiétez pas, le formulaire sera très rapide à remplir et en ligne, vous le recevrez par mail. Votre réponse sera anonyme et sur base volontaire.
 D'avance merci de votre collaboration.

Bienvenue à Muriel Weverbergh, notre nouvelle collègue à la CBB

Dans cette édition du Betteravier, nous avons le plaisir de vous présenter Muriel Weverbergh, qui a rejoint l'équipe de la Confédération des Betteraviers Belges (CBB) il y a deux semaines en tant que responsable Financière et Administration. Afin de mieux la connaître et de découvrir ses aspirations, nous lui avons posé quelques questions.

Pouvez-vous vous présenter brièvement à nos lecteurs ?

Bonjour, je suis Muriel Weverbergh, comptable fiscaliste de formation, épouse d'un agronome et agriculteur. Cela fait plus de 30 ans que je suis immergée dans le monde agricole. J'ai un fils de 24 ans passionné par ce secteur et une fille de 20 ans qui étudie la kinésithérapie.

Quel a été votre parcours professionnel avant de rejoindre la CBB ?

J'ai débuté ma carrière dans une société financière internationale où j'étais responsable comptable pour la Belgique, la France et le Luxembourg. Par la suite, j'ai travaillé dans une fiduciaire axée sur l'agriculture où j'ai pu me spécialiser en fiscalité agricole. Ces dernières 20 années, j'ai géré de A à Z deux entreprises, couvrant les aspects financiers, comptables, fiscaux et la gestion du personnel.

Qu'est-ce qui vous a motivé à rejoindre l'équipe de la CBB ?

J'ai toujours aspiré à intégrer mon expérience professionnelle au sein d'une structure liée au secteur agricole.

En tant que responsable Financière et Administration, quelles seront vos principales missions au sein de la CBB ?

Je serai chargée d'analyser la structure et les finances pour simplifier et optimiser l'administration et la comptabilité de notre confédération.

Comment envisagez-vous d'apporter votre expertise au service des membres de la CBB ?

Mon expertise en ressources humaines, en comptabilité et en finance introduira une nouvelle dynamique dans la gestion administrative et financière de la CBB. Mes compétences en informatique, notamment l'installation



de systèmes ERP dans plusieurs entreprises, devraient également contribuer à simplifier l'administration au bénéfice des membres de la CBB.

Y a-t-il des projets spécifiques ou des améliorations que vous souhaitez mettre en place dans votre domaine d'activité ?

Mon objectif est de simplifier au sens large toute l'administration.

En dehors du travail, quelles sont vos passions ou hobbies ?

Je suis passionnée par les chevaux et les compétitions internationales auxquelles participe ma fille. J'aime aussi aller au cinéma et cuisiner.

Nous sommes convaincus que Muriel apportera une contribution précieuse à la CBB grâce à son expérience et son engagement. Bienvenue dans l'équipe, Muriel !

Südzucker lutte contre le Syndrome des Basses Richesses

Depuis 2023, Südzucker participe à un groupe de travail pour lutter contre la propagation du Syndrome des Basses Richesses (SBR). Cette maladie de la betterave a eu un impact négatif sur la qualité et le rendement de la betterave en Allemagne en 2023, rapporte le site de Sugaronline.

Ce groupe de travail a été créé en octobre 2023 sous l'égide du Conseil d'administration pour l'expérimentation et le conseil en matière de culture betteravière dans le Sud de l'Allemagne. Il coordonne les recherches et les essais et accélère la mise à disposition des fonds nécessaires. Une fonction importante du groupe de travail est de travailler en réseau avec des acteurs clés tels que l'Institut Julius Kühn, les universités, les ministères et l'industrie. Le groupe Südzucker a déclaré qu'il testerait les résultats de ces recherches à grande échelle pour développer des mesures de lutte contre la maladie (réduction des populations de cicadelles, utilisation de variétés

tolérantes au SBR, ...).

Les producteurs de betteraves sont invités à contribuer à la lutte contre le SBR en communiquant leurs observations pratiques pour soutenir les recherches du groupe de travail.

Suisse : assouplissement des exigences en matière d'étiquetage en raison de la faible production de betteraves

La Suisse a assoupli les exigences relatives à la proportion de sucre suisse requise dans les produits portant le label d'origine suisse en raison de la faible production de betteraves sucrières dans le pays cette année, a indiqué le service d'information agricole suisse. Les produits portant le label d'origine suisse doivent désormais contenir au moins 40 % de sucre suisse, au lieu des 80 % exigés auparavant. La règle du label d'origine suisse exige généralement que 80 % des matières premières d'un produit proviennent de Suisse, à moins qu'il n'y ait pas suffisamment de matières premières disponibles.

Royaume-Uni : problème de concurrence après la fusion de deux distributeurs de sucre

L'autorité britannique de la concurrence et des marchés a déclaré le 8 mars dernier que le rachat par T&L Sugars des activités de conditionnement de sucre de Tereos UK & Ireland à sa société mère Tereos pourrait entraîner une réduction de la concurrence et de choix pour les consommateurs et les entreprises, rapporte Sugaronline.

Selon l'autorité de la concurrence britannique, l'approvisionnement en sucre des détaillants en alimentation au Royaume-Uni est déjà très concentré. A la suite de cette fusion, les deux entreprises concernées ne seraient confrontées qu'à la concurrence d'une seule autre société, British Sugar, pour la fourniture de sucre conditionné à toute une série d'entreprises du secteur HORECA, y compris des supermarchés.

L'Europe envisage d'autoriser les engrais renure, un substitut d'engrais extrait du fumier

En mars, la Commission européenne a annoncé qu'elle commencerait à travailler sur l'octroi d'une autorisation pour les engrais renure, un substitut d'engrais azoté extrait du fumier. La nouvelle a été accueillie avec enthousiasme par les organisations agricoles et les responsables politiques. Selon le ministre flamand de l'agriculture Jo Brouns, la traduction dans la législation flamande, et donc l'utilisation de renure en Flandre, suivra bientôt l'approbation officielle de l'Europe. Les Pays-Bas sont également très intéressés. Toutefois, il n'y a encore rien de précis.

Qu'est-ce que l'engrais renure ?

En anglais (REcovered Nitrogen from manURE), ce terme désigne les substituts d'engrais extraits du fumier animal ou du digestat pour lequel du fumier animal a été utilisé. Les produits ont des propriétés similaires à celles des engrais artificiels et ne présentent donc pas de risque plus élevé de lessivage des nitrates. Toutefois, la législation européenne considère le lisier comme une forme d'engrais animal et ne peut donc pas être utilisé comme alternative aux engrais artificiels.

Erik Meers, professeur à la Faculté des sciences de la bio-ingénierie de l'UGent explique que des changements dans le domaine des engrais renure sont en cours au niveau européen depuis un certain temps. Selon Eric Meers et d'autres experts, l'utilisation du fumier est un excellent moyen de réduire l'empreinte environnementale et climatique de l'agriculture : "45 % de l'azote actuellement épandu dans notre pays est de l'engrais. L'engrais est extrait du gaz et a donc une forte empreinte



te carbone. L'utilisation de renure permettrait de réduire cette empreinte et de rendre l'agriculture un peu plus circulaire». En plus, il générerait une source alternative de revenus dans l'agriculture. Au lieu d'être un coût, le fumier pourrait devenir une source de revenus.

Source : VILT



Des rendements plus élevés avec un fongicide à base de la technologie Xpro

- Gamme de fongicides avec la formulation innovante Leafshield
- Meilleure efficacité contre les maladies
- Efficacité plus longue
- Tolérance au stress renforcée
- Sur toutes les céréales



Marque déposée Bayer Group. Utilisez les produits de protection des plantes avec précaution. Lisez toujours l'étiquette et les informations sur le produit avant usage. Pour de plus amples informations sur le produit y compris les phrases de danger et symboles, consultez www.phytoweb.be.

INSTITUT ROYAL BELGE POUR L'AMÉLIORATION DE LA BETTERAVE ASBL
Molenstraat 45, B-3300 Tienen — info@irbab.be — www.irbab-kbivb.be



Techniques culturales betteravières

PVBC - PROGRAMME VULGARISATION BETTERAVE-CHICORÉE, DANS LE CADRE DES CENTRES PILOTES

Insect' Memo 2024

L'année 2023 a été particulière à de nombreux points de vue. La jaunisse virale n'y a pas échappé, et cette année 2023 a peut-être apporté plus de questions que de réponses, certainement lorsque l'on s'attarde à essayer de comprendre la dynamique de propagation des pucerons et des virus. En effet, vous l'avez remarqué comme nous, des pucerons ont été présents au printemps, en nombre variable selon les parcelles et la période. Par contre, très peu ou pas de symptômes de jaunisse ont été observés en fin de saison. Comment cela est-il possible? Des années comme celle-ci vont-elles se répéter? Les semis tardifs ont-ils joué un rôle? Beaucoup de questions auxquelles nous tenterons de répondre via cet article mais certaines de ces réponses demeurent encore pour le moment seulement des hypothèses.

Dans tous les cas, vous êtes bien placés pour le savoir, une année n'est pas l'autre. La vigilance est toujours de mise quant à la gestion des pucerons pour lutter contre la jaunisse virale et vous trouverez dans cet article nos recommandations pour ce printemps 2024.

Un bref rappel

La jaunisse virale est causée par un complexe de plusieurs virus. Ces virus sont transmis par des pucerons vecteurs de virus dont le principal en betteraves sucrières est le puceron vert *Myzus persicae*. Ce dernier est un très bon vecteur de tous les virus de la jau-



Figure 1 : Pucerons verts aptères sur feuille de betterave nisse. Le puceron noir (*Aphis fabae*) est par contre un mauvais vecteur des virus de la jaunisse et il ne transmet a priori que le BYV. Le problème majeur n'est en fait pas le puceron en lui-même mais bien le ou les virus qu'il transporte. À l'heure actuelle,

l'unique moyen de limiter la propagation de ces virus est de lutter contre le puceron vert. En effet, en éliminant le vecteur, on réduit la propagation des virus. Par contre, le développement de variétés tolérantes ou résistantes aura un impact direct sur les virus et/ou les pertes de rendement. Le réel défi pour les sélectionneurs est ici de développer des variétés de betteraves tolérantes/résistantes à plusieurs virus et non pas à un seul virus comme c'est le cas dans d'autres cultures.

Comment le virus se propage-t-il au sein de la parcelle?

Retraçons brièvement le parcours du virus afin de mieux comprendre comment se passe l'infection. Les virus de la jaunisse « hivernent » dans des plantes hôtes (adventices, engrais verts, ...). Ensuite, ces virus sont transportés par un puceron vert ailé qui arrive dans une parcelle de betterave. Ce puceron ailé, en s'alimentant sur une betterave, va injecter le virus dans la betterave. Le puceron ailé va également se reproduire et générer des pucerons aptères sur cette même betterave. Cette descendance ne portera pas le virus à la « naissance ». C'est en s'alimentant sur la betterave porteuse du virus que le puceron aptère acquerra le virus. Ensuite, en se déplaçant de plante à plante (ou en générant des formes ailées qui acquerront le virus sur la plante), le puceron virosé va transmettre le virus à d'autres plantes et celui-ci se dispersera au sein de la parcelle. C'est ainsi que les symptômes sont reconnaissables sous forme de ronds jaunes plus ou moins étendus, caractéristiques de la jaunisse virale.



Figure 2 : Foyers de jaunisse virale

Quand l'infection est-elle la plus dommageable?

Au plus l'infection est précoce, au plus les pertes de rendement sont élevées. En effet, si un puceron vert transmet le virus à une betterave au stade 2 feuilles, les pertes de rendement seront plus importantes que si le virus est transmis au stade 6-8 feuilles. Par exemple, une perte de rendement en sucre de 20% est constatée lorsque l'infection par les virus a lieu autour du stade 6-8 feuilles des betteraves. Si l'infection se déroule au stade 2 vraies feuilles, la perte de rendement mesurée est de 34% (Figure 3).

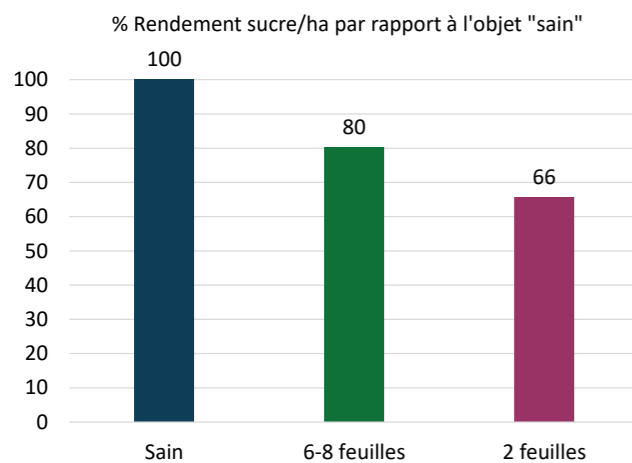


Figure 3 : Rendement sucre/ha (%) de betteraves inoculées avec du virus au stade 2 feuilles et 6-8 feuilles par rapport au rendement de betteraves non-inoculées.

Comment expliquer le peu de symptômes de jaunisse virale observés en 2023?

Vous l'avez remarqué, très peu de symptômes de jaunisse virale ont été observés en 2023. Pourtant, des pucerons ont été observés durant le printemps, en nombre variable selon les parcelles. Globalement, moins de pucerons ont été observés en 2023 par rapport à 2022 par exemple. Mais a priori, qui dit pucerons, dit jaunisse virale. Mais cette équation n'est vraie que si les pucerons transportent les virus. En effet, pour que la maladie virale soit présente et que des symptômes soient observés, il est nécessaire que 3 éléments soit présents : l'hôte (en l'occurrence, la betterave), le vecteur (le puceron vert) et le(s) virus. Cette année, il semblerait que les pucerons étaient non-porteurs de virus. Ceci est une hypothèse car peu d'analyses moléculaires ont été réalisées mais c'est l'hypothèse qui semble la plus probable. Mais alors, comment expliquer les pucerons n'étaient pas porteurs de virus? Voici une question à laquelle nous répondrons encore par une hypothèse. Si l'on revient un an en arrière, nul n'a oublié les semis tardifs de 2023. Certains ont été réalisés fin avril, la majorité début mai et puis parfois encore fin mai selon les régions. Par contre, nous avons observé des pucerons très tôt

dans l'environnement. En effet, dans le projet Virobett (un projet financé par la Région wallonne dans le cadre du plan de relance de la Wallonie), nous plaçons, en collaboration avec le CRA-W, des betteraves en pot (Figure 4) dans 32 parcelles de Wallonie aux alentours du 15 mars. Nous contrôlons chaque semaine l'arrivée des pucerons sur ces betteraves. En 2023, nous avons observés des pucerons dès la mi-mars, soit bien avant le semis des betteraves au champ. En fait, les pucerons sont arrivés bien



Figure 4 : Betteraves en pot placées pour identifier l'arrivée des pucerons dans les parcelles avant semis au champ.

avant que des betteraves soient présentes au champ. Ces pucerons ont certainement du trouver d'autres plantes hôtes aux pucerons qui n'étaient peut-être pas des hôtes du virus. Il est possible qu'ils aient de ce fait « perdu » leur virus et qu'ils soient arrivés dans les parcelles de betteraves en étant non-porteurs de virus. Si l'on compare cela avec l'année 2022, les premiers pucerons étaient arrivés quand les betteraves étaient déjà levées au champ et nous avons eu des symptômes de jaunisse en fin de saison. Ce serait donc l'absence de betteraves au champ qui aurait poussé les pucerons à se réfugier sur d'autres plantes et ainsi perdre leur virus en 2023. Bien sûr, il nous faudra encore confirmer cette hypothèse dans les années à venir. Si cela venait à se confirmer, pourrait alors venir la question de se dire, « et si on retardait les semis? ». À cette question, vous y répondrez encore plus vite que nous : retarder un semis se fait rarement intentionnellement. Lorsque les conditions sont bonnes, il est toujours préférable de semer car on ne sait pas de quoi est fait l'avenir... Une autre question qui peut survenir est de savoir si l'on ne pourrait pas analyser les pucerons pour savoir s'ils sont porteurs de virus au non. C'est une possibilité qui va être étudiée dès cette année. Il est effectivement possible de les analyser, reste à savoir comment prendre la bonne décision lorsque les données seront disponibles. On sait que c'est un système qui a ses avantages mais aussi ses inconvénients. Il faut également du recul sur plusieurs années pour évaluer un tel système.

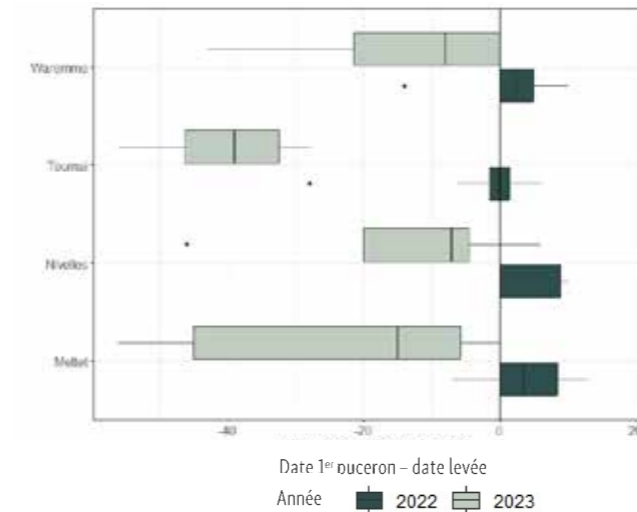


Figure 5 : Arrivée des pucerons par rapport à la date de levée. En moyenne, en 2023, les pucerons sont arrivés 23 jours avant la levée des betteraves alors qu'ils sont arrivés 2 jours après la levée en 2022.

À quelle pression faut-il s'attendre en 2024?

Evidemment, à cette période de l'année, la même question revient toujours. Certains modèles développés par nos voisins permettent de se donner une idée globale. En effet, nos homologues anglais (BBRO) ainsi que nos homologues français (ITB) disposent d'un modèle permettant de prévoir le risque puceron et jaunisse virale pour la saison à venir en fonction des données météorologiques. Ces modèles prédisent également la date d'arrivée des pucerons dans les parcelles. Puisqu'ils sont développés par d'autres pays que la Belgique, il est important de préciser que leurs prévisions sont spécifiques à leurs conditions climatiques et que ces prévisions ne peuvent peut-être pas tout à fait être transposées à la Belgique. Ils permettent néanmoins de se situer. Pour la saison 2024, la France (ITB) annonce une arrivée des pucerons aux alentours du 28 avril et le nombre de jours de vol sera peut-être plus important que l'année dernière. L'Angleterre (BBRO) annonce une arrivée des pucerons le 10 avril

Tableau 1 : Date d'arrivée des pucerons et pourcentage de risque de jaunisse virale (en l'absence de contrôle) prévus par les modèles anglais (BBRO) et français (ITB) de 2020 à 2024.

Année	BBRO		ITB
	Date d'arrivée des pucerons	% de risque (en l'absence de contrôle)	Date d'arrivée des pucerons
2020	24-mars	85	22-avr
2021	18-mai	8	15-avr
2022	19-avr	69	06-mai
2023	22-avr	68	02-mai
2024	10-avr	83	28-avr

(Tableau 1). Si l'on se fie ces modèles, l'année 2024 se situe entre l'année 2020 et l'année 2022, 2 années où le nombre de pucerons était important et où des symptômes de jaunisse étaient présents dans de nombreuses parcelles.

Quelles sont les recommandations pour 2024 ?

Comme chaque année, nous vous recommandons d'effectuer des observations dans vos propres parcelles pour observer la présence des pucerons. En effet, ce n'est que via ces observations que vous pourrez lutter efficacement et durablement contre les pucerons. Pour ce faire, nous vous recommandons d'observer 40 plantes (4*10 plantes) dans votre champ. Ces observations ne sont pas évidentes mais elles sont nécessaires. Lors de ces observations, il est important d'observer les 2 faces de chaque feuille des betteraves en n'oubliant certainement pas d'observer les feuilles du cœur. En effet, lorsque des pucerons sont présents, il est fréquent qu'ils se cachent dans ces petites feuilles encore recroquevillées (Figure 6). L'utilisation d'un bic/portemine ou autre facilite le déroulement de ces feuilles pour une meilleure observation. Lorsque le seuil de traitement de 2 pucerons verts aptères par 10 plantes est atteint, un traitement



Figure 6 : Pucerons verts aptères présents dans une feuille recroquevillée du cœur de la betterave.

insecticide est conseillé. Après celui-ci, nous vous conseillons de recommencer les observations après 10-15 jours (en fonction de l'insecticide utilisé et de sa rémanence) et de réintervenir si le seuil est à nouveau atteint. La période de vigilance s'étend dès la levée des betteraves jusqu'à et y compris la fermeture des lignes. Après ce stade, les betteraves développent ce qu'on appelle une « résistance à maturité », et les pertes de rendement sont alors minimales.

Pour vous aider, notre service d'avertissement sera à nouveau opérationnel cette année. Comment fonctionne-t-il? L'IRBAB ainsi que de nombreux observateurs alimentent ce réseau d'observations afin de cartographier l'apparition des pucerons sur le territoire belge. Une carte est mise en ligne sur le site de l'IRBAB et est mise à jour chaque jeudi. Cette carte permet d'indiquer le risque de pucerons en temps réel tout au long de la période de vigilance. Ceci permet d'évaluer le risque de pucerons dans une certaine région ou à proximité de votre parcelle. Mais, cela ne

signifie pas que si le seuil est atteint dans une parcelle à proximité de la vôtre, le seuil sera forcément atteint dans la vôtre, et inversement.

Quels aphicides sont autorisés en 2024 ?

Pour la saison 2024, aucun changement au niveau des insecticides autorisés et recommandés par rapport à l'an dernier ne doit être mentionné. Le Teppeki, seul aphicide efficace qui est agréé en Belgique est forcément encore autorisé à raison d'une application à la dose de 140 g/ha. Pour le Movento/Batavia, pas de changement non plus, nous bénéficions à nouveau d'une dérogation 120 jours pour l'utiliser en 2024. Le Gazelle bénéficie aussi pour la deuxième année consécutive d'une autorisation 120 jours en betteraves sucrières (mais pas en fourragères). Vous trouverez dans le Tableau 2 un récapitulatif des insecticides autorisés et recommandés (encadrés en vert) pour cette saison.

Tableau 2 : Insecticides agréés pour la saison 2024 ou autorisés temporairement en betterave pour lutter contre les pucerons verts. Les couleurs dans la colonne « efficacité » fournissent des informations au sujet de l'efficacité des produits pour lutter contre les pucerons verts. Le légende des couleurs est : rouge = inefficace, orange = efficacité intermédiaire et vert = efficace. L'encadré vert regroupe les 3 insecticides recommandés.

Nom commercial	Composition	Famille d'insecticide	Agréé/Autorisé	Efficacité	Dose	Stade d'application
Decis EC 2,5,...	25g/l delta-méthrine	Pyréthroïde	Agréé (uniquement betteraves sucrières)		0.4 l/ha	/
Decis 15 EW,...	15g/l delta-méthrine	Pyréthroïde	Agréé		0.5 l/ha	À partir du stade 2 feuilles visibles (BBCH11)
Pirimor	50 % pirimicarbe	Carbamate	Agréé		0.35 kg/ha	/
Teppeki	50% flonicamide	-	Agréé		0.14 kg/ha (1 application)	À partir du stade 2 feuilles (BBCH12)
Movento/Batavia	100g/l spirotétramate	Kétoénole	Autorisé du 01/04/24 au 29/07/24		0.75 l/ha (2 applications) La dose recommandée est de 0.45l/ha.	À partir du stade 2 feuilles (BBCH12)
Gazelle/Antilop/Insyst	20% acétamipride	Néonicotinoïde	Autorisé du 01/04/24 au 29/07/24 (uniquement betteraves sucrières)		0.25 kg/ha (1 application)	À partir du stade BBCH31 (qui correspond au début du recouvrement de l'interligne, après que la betterave ait atteint 10 feuilles)

Les produits à base de pyréthrianoïde ou à base de pirimicarbe ne sont pas recommandés pour lutter contre les pucerons verts, vecteurs de la jaunisse virale. Les pucerons sont résistants aux pyréthrianoïdes et partiellement résistants au pirimicarbe, substance active du produit Pirimor. De plus, les produits à base de pyréthrianoïde possèdent une efficacité de contact. Il est donc primordial que le produit touche la cible pour être efficace. Les pucerons se situent souvent en dessous des feuilles de betteraves ou dans les nouvelles feuilles du cœur pas entièrement étalées. Par conséquent, dans la majorité des cas, le produit ne touchera pas les pucerons et sera donc inefficace. Ces produits sont également non sélectifs vis-à-vis des insectes auxiliaires. Or, les insectes auxiliaires doivent être préservés pour lutter contre les pucerons.

Les produits recommandés pour lutter contre les pucerons dès que le seuil de traitement est atteint sont donc :

- **TEPPEKI** à base de flonicamide (50%). Teppeki est agréé pour à la dose de 140g/ha pour 1 seule application à partir du stade deux vraies feuilles. La substance active flonicamide possède une action immédiate et une systémie ascendante. Les pucerons cessent de s'alimenter et meurent dans un délai de 2 à 7 jours. L'ar-

rêt de l'alimentation implique également l'arrêt de la transmission du virus de la jaunisse.














- **MOVENTO/BATAVIA** à base de spirotétramate (100g/l). L'autorisation est la suivante : 0,75 l/ha, maximum 2 applications avec un intervalle de 14 jours. La dose peut être diminuée à 0,45l/ha tout en maintenant une bonne efficacité contre les pucerons. Le spirotétramate est un insecticide systémique (double systémie) appartenant au groupe chimique des kétoénoles.

- **GAZELLE/ANTILOP/INSYST** à base d'acétamipride (20%). Gazelle est autorisé à une dose de 250 g/ha pour 1 seule application à partir du stade BBCH 31 (avec une technique réduisant la dérive de min 75%). Cela signifie qu'avant ce stade, il est interdit d'utiliser ce produit. Ce stade correspond à 10% du recouvrement de l'interligne, donc après que la betterave ait atteint 10 feuilles. L'acétamipride est un insecticide systémique appartenant à la famille des néonicotinoïdes.

Comme illustré dans le Tableau 2, MOVENTO/BATAVIA et GAZELLE/ANTILOP/INSYST sont des produits autorisés temporairement pour une durée de 120 jours. Ces deux autorisations sont valables du 01/04/2024 au 29/07/2024. Après cette période, ces produits ne pourront plus être utilisés en betteraves. Les détails

Quels sont les auxiliaires rencontrés en culture de betteraves qui peuvent aider dans la régulation des pucerons?

Il existe une diversité d'insectes auxiliaires en culture de betteraves. Il est bon de savoir qu'ils ne se nourrissent pas de pucerons à tous leurs stades de développement mais ils jouent un rôle essentiel dans la régulation. Il est donc important de les préserver au maximum. Pour vous aider à les reconnaître, vous trouverez ci-dessous des photos des principaux auxiliaires rencontrés à leurs différents stades de développement.

   	Coccinelle		Cantharide
   	Syrph		Puceron parasité
  	Chrysope	Ce puceron d'une couleur dorée ou argentée est en fait colonisé par un parasitoïde. Un parasitoïde a pondu un œuf dans le puceron et un nouveau parasitoïde se développe à l'intérieur du puceron, ce qui tue ce dernier. Le parasitoïde sortira du puceron et la boucle se répétera ensuite.	

des autorisations peuvent être consultés sur Phytoweb : produits phytopharmaceutiques > Consulter autorisations > Situations d'urgence (120 jours).

Au niveau de la sélectivité vis-à-vis des auxiliaires, le Teppeki et le Movento ont une sélectivité supérieure au Gazelle qui est un peu moins sélectif.

Enfin, au niveau de la pulvérisation, les conditions d'application sont importantes pour assurer une efficacité maximale des produits. Il est conseillé de traiter lorsque l'humidité relative est élevée et avec un volume d'eau suffisant. Les produits possèdent une action systémique. Il est donc nécessaire d'assurer une bonne absorption du produit. Un traitement lorsque l'humidité relative est élevée permet d'assurer l'absorption du produit car les stomates des feuilles sont ouverts.

D'autre part, nous avons pu remarquer ces dernières années, une efficacité moindre du Movento lorsque les conditions météorologiques sont chaudes et sèches. Dans ce cas de figure, privilégiez l'utilisation d'un autre produit. Enfin, les trois produits conseillés peuvent être mélangés avec des herbicides, mélange dans lequel l'insecticide pourrait bénéficier de l'effet des adjuvants présents dans votre mélange de produits de désherbage. Dès lors, si vous devez effectuer un insecticide et que vous devez également réaliser votre désherbage, nous vous conseillons de les mélanger.

Quelles alternatives pour le futur?

La recherche est très active à ce sujet, en Belgique mais également dans tous les pays voisins. À côté des tests d'efficacité de nouvelles matières actives, les axes de recherche sont nombreux : méthodes prophylactiques, autre type de produit (phéromones, kairomones,...), lâchers d'auxiliaires, plantes compagnes, tolérance variétale,... À ce jour, le levier le plus efficace est la mise en place de plantes compagnes.

Plantes compagnes

Ces plantes compagnes peuvent être de différentes espèces : graminées (orge, avoine,...) ou des dicotylées telles que la féverole. Les mécanismes pour réduire la jaunisse virale sont différents pour ces différentes plantes. En effet, le rôle de la féverole est plutôt d'attirer des auxiliaires via les pucerons noirs qui sont attirés par la féverole. Par contre, les graminées auraient plutôt un effet visuel et/ou olfactif sur les pucerons, ce qui les repousserait. Elles peuvent également avoir un effet barrière. Enfin, sur ces graminées, nous pouvons également retrouver des pucerons (spécifiques aux graminées, qui ne peuvent donc pas véhiculer les virus spécifiques à la betterave), qui attireront eux-mêmes des auxiliaires. Les effets peuvent donc être multiples. Dans le cadre de projet Virobett abordé plus haut, l'IRBAB étudie l'association betteraves-orge (Figure 7) depuis 2 ans.

Pour rappel, la mise en place de cette association consiste à se-

mer de l'orge de printemps le jour même du semis des betteraves et de venir semer les betteraves dans le semis des céréales. Par la suite, au stade d'environ 6 feuilles des betteraves, l'orge est détruit chimiquement et/ou mécaniquement. En 2022, 6 essais



Figure 7: Association betteraves-orge. L'orge est semé à une densité de 60kg/ha.

ont été implantés en Wallonie afin d'évaluer l'efficacité de cette technique et 5 essais ont été mis en place en 2023.

Les résultats assez intéressants observés en 2022 (Figure 8) ont été confirmés en 2023 bien que le nombre de pucerons fut moindre. Il en résulte donc une diminution significative du nombre de pucerons présents sur betterave dans la partie associée avec de l'orge par rapport à la partie non-associée. Un effet sur jaunisse virale (puisque c'est bien cela qui nous intéresse) a

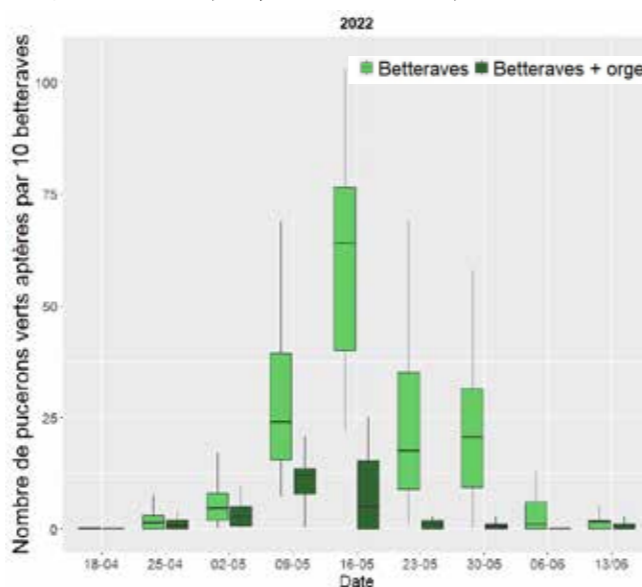


Figure 8: Nombre de pucerons verts aptères par 10 plantes dans les betteraves seules (vert clair) et dans les betteraves associées avec de l'orge (vert foncé).

également été observé en 2022. L'année 2023 n'a pas permis de confirmer puisque presque aucun symptôme de jaunisse n'a été observé dans les essais.

Ces essais se poursuivent en 2024 et vous serez d'ailleurs invités à les visiter au printemps et en fin d'été. Restez donc attentifs aux différentes visites que nous vous proposerons via nos canaux de diffusion (newsletter, réseaux sociaux, site web,...).

Tolérance variétale

La tolérance variétale est évidemment un levier fortement étudié et sur lequel les semenciers travaillent d'arrache-pied. Chaque année, nous testons des nouvelles variétés potentiellement tolérantes dans nos essais. Infectées par la jaunisse virale, ces variétés perdent moins de rendement que les variétés actuellement disponibles sur le marché. Par contre, le potentiel de rendement de ces variétés sans infection de jaunisse virale est de 5 à 20 % inférieur aux variétés commerciales. Ce que l'on recherche, c'est évidemment une variété tolérante à la jaunisse avec un potentiel de rendement similaire aux variétés actuelles du marché. Pour cela, il faudra encore patienter le temps que la sélection apporte des solutions. Mais, il y a un bel espoir pour l'avenir !

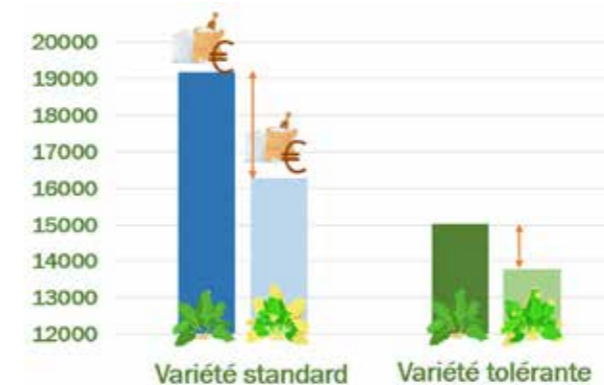


Figure 9: Comparaison du potentiel de rendement sucre blanc (kg/ha) d'une variété standard et d'une variété tolérante avec et sans infection de jaunisse virale.

Méthodes prophylactiques

Pour réduire le risque de jaunisse virale, il est important de **détruire tous les réservoirs potentiels** sur lesquels nous pouvons avoir une influence. À l'heure où vous lisez ces lignes, il est certainement trop tard pour cette année mais c'est un élément à garder en tête pour les années à venir. En ce sens, nous visons particulièrement les repousses de betteraves dans les cordons de déterrage, les repousses de betteraves dans les céréales et les silos de betteraves fourragères. En effet, les repousses sont un foyer de pucerons et de jaunisse virale. Les cordons de déterrage doivent être enfouis aussi vite que possible. Si néanmoins, des repousses sont présentes, il est impératif de les détruire



Figure 10: Repousses de betteraves dans des céréales.

(mécaniquement ou chimiquement) aussi vite que possible. Il en va de même pour les repousses de betteraves dans les céréales. Pour les agriculteurs semant des betteraves Conviso Smart, sachez que les sulfonilurées n'auront aucun effet sur les repousses de ces betteraves. D'autre part, les silos de betteraves fourragères sont aussi de potentiels réservoirs aux virus et aux pucerons. Il est donc recommandé de les éliminer avant le 15 avril. Cette mesure entrera bientôt dans les normes IPM.

À retenir pour cette saison :

- Suivez le service d'avertissement et effectuez des observations hebdomadaires.
- Si le seuil de 2 pucerons verts aptères est atteint, traitez avec TEPPEKI, MOVENTO/BATAVIA ou GAZELLE/ANTILOP/INSYST (uniquement après le stade BBCH31 pour ce dernier).
- Les produits à base de pyréthrinoides et Pirimor ne sont pas recommandés pour lutter contre les pucerons verts.

À l'heure d'écrire ces lignes, les premiers semis de betteraves ont lieu. Nous vous souhaitons dès lors une excellente saison betteravière ! Si vous avez des questions au cours de la saison, n'hésitez pas à nous contacter. Vous trouverez toutes nos coordonnées sur notre site web : www.irbab-kbivb.be/fr/irbab/notre-equipe/

Certains résultats présentés dans cet article sont issus du projet Virobett.



Pourquoi le carbone est un sujet pour l'agriculture ?

Relecture Bruno De Wulf

Le carbone, qu'est-ce ?

Il est reconnu que l'activité humaine depuis l'ère industrielle a émis une série de gaz à effet de serre. Certains de ces gaz à effet de serre ont été massivement introduits dans l'atmosphère suite à des procédés de transformation d'énergie. En conséquence, leur effet de réchauffement a excédé l'équilibre naturel. Cette perturbation de l'équilibre a provoqué un emballement de l'effet de serre et une surchauffe de la planète. Les effets de ce réchauffement sont multiples et font désormais partie du débat public.

Ces gaz à effet de serre d'origine humaine (appelé ci-après GES pour plus de simplicité) ont des propriétés différentes, à savoir leur durée de vie dans l'atmosphère et leur pouvoir de réchauffement. Ainsi, les scientifiques admettent que, en prenant compte une durée de 100 ans,

- le CO₂ a un pouvoir de réchauffement de 1 (il est la valeur de comparaison)
- le protoxyde d'azote (N₂O) a un pouvoir de réchauffement 298 fois supérieur à celui du CO₂.
- le méthane (CH₄) a un pouvoir de réchauffement 25 fois supérieur à celui du CO₂.

Pour pouvoir comparer leur impact, les scientifiques ont mis en place l'unité "équivalent carbone" (eqCO₂ ou CO₂-eq). Cette unité est utilisée dans les "bilans carbo-

ne". Ainsi, chaque GES a sa grille de correspondance en équivalent carbone. Sur cette base, le protoxyde d'azote est estimé contribuer de 8,8% aux émissions humaines de GES, quand les émissions de CO₂ représentent 73,4% des émissions humaines.

Différentes études soulignent que le GES le plus important pour la culture de la betterave est le protoxyde d'azote principalement issu de la fertilisation azotée.

L'agriculture, le carbone et les GES

Emissions

Il existe à l'heure actuelle de nombreux chiffres et pourcentages concernant la quantité des GES émises par différents secteurs économiques. Leurs méthodes de calculs complexes et les années de références parfois divergentes doivent amener à la précaution dans l'utilisation de ces chiffres. Il n'en reste pas moins être utile pour montrer des tendances et situer les activités économiques.

L'Union européenne estime que l'agriculture représente environ 10% de ses émissions de GES, ce qui correspond aux estimations de la Flandre (10% aussi) et de la Wallonie (12%).

L'UE souligne que les GES les plus importants pour le secteur agricole sont le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O).

A retenir

Parler de (bilan) carbone est le plus souvent un abus de langage. Il s'agit en fait de l'unité "équivalent CO₂" qui permet de prendre en compte différents GES, dont le N₂O.

Stockage et déstockage

Ces gaz à effet de serre sont problématiques parce qu'ils se trouvent en trop grande concentration dans l'atmosphère. Mais ils se trouvent également dans d'autres milieux que sont les océans, les roches sédimentaires et les écosystèmes terrestres. Et ces milieux connaissent des échanges entre eux.

A titre d'exemple, la fertilisation azotée n'a de sens que parce que les plantes absorbent et transforment cet azote pour grandir. Mais pour autant, on ne parle pas de stockage d'azote, mais uniquement de stockage de carbone.

Le stockage des molécules est comptabilisé au regard de la baisse de la pression sur l'atmosphère, c'est-à-dire si le stockage est de long terme en évitant la transformation d'énergie. La betterave contient donc différentes molécules qui composent les GES mais sa durée de vie est trop limitée pour parler de stockage. En quelques semaines, la betterave est transformée et dans ce processus, ses molécules sont réorganisées.

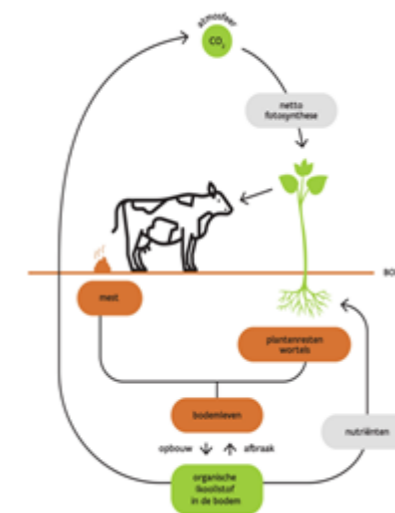
Ainsi, on ne peut parler de stockage dans la biomasse que sur du long terme, en raccourci, les arbres et la matière organique du sol. Cette dernière est majoritairement composée de carbone. On parle donc de stockage de molécules de carbone. Les scientifiques ne sont à l'heure actuelle pas encore capables de calculer précisément le stock de carbone dans la biomasse et les sols.

Le taux de carbone dans les sols agricoles a un intérêt agronomique car à des niveaux corrects, il offre des avantages dont une bonne

structure du sol. Il se peut que le taux de carbone soit trop important pour les sols et amène des conséquences néfastes. Mais ce risque est à l'heure actuelle très faible en Belgique car les scientifiques estiment qu'environ 50% des sols sont carencés en carbone.

Augmenter la capacité de stockage du carbone dans ces différents milieux permettrait de réduire la pression sur l'atmosphère. C'est ici que l'idée du stockage du carbone dans la biomasse grâce à l'activité agricole apparaît. L'agriculture représente un levier important. En effet, les agriculteurs belges gèrent 44,4% de la superficie nationale.

Ajoutons que le stockage du carbone est une question complexe car les différents réservoirs de carbone connaissent des flux, c'est-à-dire des échanges de molécules entre eux. Ainsi, le sol émet donc naturellement une part de gaz azoté issu de la minéralisation de ses composants. Cette minéralisation (et donc émission de GES) est plus ou moins accélérée en fonction du travail du sol.



L'urgence

Les agriculteurs ne sont pas plus responsables que d'autres du réchauffement climatique. Le déséquilibre des émissions de GES provient des activités d'extraction du pétrole qui est la source d'énergie la plus efficace connue actuellement, et que toutes les industries et les particuliers utilisent.

Mais il est souvent dit que les agriculteurs ont un grand rôle à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique car il y a urgence et que les GES émis par l'agriculture ont un effet rapide et important. Selon le GIEC, pour maintenir un réchauffement autour de 1,5°C, il faudrait grosso modo réduire la consommation de GES équivalent CO₂ européen par environ 7 d'ici 2050, ce qui est un énorme défi, et ce qui justifie notamment les récents objectifs de « neutralité climatique » de l'UE pour ce même horizon de 2050.

Face à cette urgence, le CH₄ et N₂O représentent des priorités. Pour rappel, leur pouvoir de réchauffement est 30 et 300 fois supérieur au CO₂, et donc retirer 1 kg d'un de ces deux GES a un effet conséquent. En outre, la durée de vie de ces deux GES est moindre que la durée de vie du CO₂, et les conséquences de la réduction de ces deux GES seront perçues plus rapidement que tous les efforts réalisés sur le CO₂. Grosso modo, éviter 1 kg de N₂O aujourd'hui aura un effet dans 25 ans, alors qu'éviter 1 kg de CO₂ dans l'atmosphère aura un effet dans 100 ans.

A retenir

- face à l'urgence climatique (2050), travailler sur le N₂O et le CH₄ a un effet important à court terme, ce qui n'est pas le cas du CO₂
- l'agriculture émet du N₂O et du CH₄, la betterave du N₂O
- le stockage des molécules de carbone se calcule sur le long terme, dans matière organique des sols travaillée par l'agriculture
- les capacités de stockage sain sont encore discutées et dépendent de nombreux paramètres, mais certains scientifiques estiment qu'environ 50% des sols sont carencés en carbone
- les sols déstockent naturellement des GES lors de la minéralisation des organismes vivants

La normalisation des objectifs et mesures carbone

Un processus de normalisation top-down avec des objectifs de plus en plus contraignants et précis est en cours depuis les années 90. Début des années 2000 ont émergé les premières réglementations GES pour certains secteurs économi-

ques, dont l'industrie sucrière, mais pas pour l'agriculture.

Depuis une dizaine d'années, les accords internationaux (via l'ONU ou l'UE) concernent de plus en plus le secteur agricole, en imposant actuellement des objectifs de réduction d'émissions de GES. Des discussions sont en cours sur les moyens à imposer ou non pour atteindre ces objectifs, parmi ces moyens la

création de marchés économiques concernant le carbone.

Ces objectifs issus des discussions de l'ONU, ont été retranscrites au niveau européen et le sont désormais au niveau des régions belges. Ces objectifs sont contraignants, c'est-à-dire que les structures politiques ont l'obligation de les atteindre.

Cette obligation est certes théorique et il n'existe pas toujours de structure internationale pour émettre une réelle sanction. Cependant, dans le cadre de l'articulation entre la Belgique et l'UE, la possibilité de sanctions est plus effective, ce qui amène à prendre au sérieux le processus de normalisation contraignante autour des objectifs envers les GES.

OPINION

Les agriculteurs se battent seuls

Nous avons trouvé un article d'opinion intéressant sur Internet. Il remet les choses en question et pourrait probablement aussi susciter un débat entre les agriculteurs eux-mêmes. Nous sommes d'avis que chacun a le droit d'avoir une opinion et que lire un point de vue différent peut parfois ouvrir les yeux. Vous souhaitez réagir ? Vous pouvez le faire via lebetteravier@cbb.be.

Par David Zaruk, qui se définit comme le « Risk Monger » (« Le Marchand de Risques »), en opposition aux « marchands de peur » ?

Qui est David Zaruk ? Depuis 2000, il est spécialiste de la communication scientifique et de la communication sur les risques au sein de l'UE. Il a participé à des événements politiques européens allant de REACH et SCALE à la directive sur les pesticides, des questions relatives à la science dans la société à l'utilisation du principe de précaution. Il a fait partie de l'équipe qui a créé GreenFacts afin d'encourager une plus grande utilisation de la prise de décision

fondée sur des preuves dans l'UE sur les questions de santé environnementale. Il lutte contre les activistes fanatiques et il remet en question le biais de confirmation qui est la tendance naturelle qu'ont les êtres humains à privilégier les informations qui confortent leurs préjugés, leurs idées reçues, leurs convictions ou leurs hypothèses. Et pour finir, il se bat pour les agriculteurs !

« Je me suis promené ce 27 mars 2024 autour du Parlement européen pour soutenir les agriculteurs qui manifestaient le jour de la réunion de l'UE sur l'agriculture et la pêche à Bruxelles. Leurs actions étaient impressionnantes et bien gérées (et j'ai été touchée par le fait que de nombreux agriculteurs m'ont souri). De là, j'ai marché jusqu'à la place du centre de Bruxelles où la conférence du Forum pour l'avenir de l'agriculture (FFA) traitait de l'avenir de la chaîne alimentaire.

Le contraste du ton m'a vraiment frappé. Les agriculteurs protestent pour obtenir un moyen de survie à la fois économique et productif... mais ils sont seuls. Aucun autre acteur de la chaîne alimentaire ne les rejoint. Les détaillants, les fabricants de produits alimentaires, les marques ... ne sont pas à leurs côtés. Au contraire, ces groupes sont responsables de l'augmentation des pressions exercées sur les agriculteurs (pressions sur les prix, restrictions technologiques et entraves réglementaires environnementales). Les agriculteurs s'opposent au discours politique, mais ils sont seuls. Je suis au regret de dire que, malgré leurs campagnes de relations publiques astucieuses, des groupes comme Nestlé, McCain's, McDonald's et Carrefour menacent davantage les moyens de subsistance des agriculteurs que les ONG radicales financées par le lobby de l'alimentation biologique qui font campagne pour interdire les outils agrotechniques conventionnels tels que les pesticides synthétiques, les engrais et les technologies avancées de sélection des semences. Les mesures imposées par les détaillants et les marques en matière d'alimentation durable peuvent faire gagner des points ESG à leurs actionnaires, mais elles empêchent les agriculteurs de gagner leur vie. Il n'y a pas de consultation et peu de communication avec les agriculteurs tout au long de la chaîne alimentaire. Si les agriculteurs ne peuvent pas s'adapter aux exigences de durabilité des grandes marques alimentaires (ce qu'elles prétendent que le "marché veut"), c'est leur problème.

À deux kilomètres et un monde d'écart, les universitaires, les décideurs politiques et les représentants de la chaîne alimentaire présents à la conférence FFA parlaient de l'avenir de l'agriculture en faisant peu de cas des défis auxquels les agriculteurs sont confrontés aujourd'hui. Le concept de transition du système alimentaire était une stratégie environnementale où les activistes, menés par des idéalistes verts, imposaient des pratiques et des règles au détriment de ceux qui produisent nos aliments.

Un seul agriculteur a été autorisé à prendre la parole lors de la conférence de la FFA, et bien qu'il ait été passionné et qu'il ait eu un impact, après que les consultants et les lobbyistes aient poliment applaudi, ils ont commencé à exposer leurs propres stratégies sur la manière dont ils allaient résoudre ce qu'ils considéraient comme les problèmes de l'agriculture. »

Les agriculteurs ? Qui a besoin d'agriculteurs ?

« Dès la deuxième session de la FFA, il est apparu clairement que les agriculteurs étaient considérés comme un obstacle aux objectifs de l'agriculture durable, un problème obsolète à résoudre. Si les agriculteurs disparaissaient, il serait tellement plus facile pour les consultants et les gestionnaires du reste de la chaîne alimentaire de mettre en œuvre leurs stratégies. Jörg-Andreas Krüger, président du groupe allemand de protection de l'environnement NABU, a déclaré avec audace que les protestations des agriculteurs avaient fait reculer de plusieurs années leurs réalisations dans le domaine de l'environnement. Cela doit être très frustrant pour lui. Il a également semblé penser que les agriculteurs n'avaient appris que récemment à prendre soin des sols, alors qu'ils sont les gardiens de la terre depuis qu'ils ont commencé à défricher une parcelle pour la cultiver.

Des techniciens comme Nanna-Louise Linde, vice-présidente des affaires gouvernementales européennes chez Microsoft, pensent que l'Intelligence Artificielle (AI) jouera un rôle prépondérant dans l'avenir de l'agriculture et que celle-ci sera entièrement automatisée. La question de l'accès à cette technologie est importante. Selon Mme Linde, des outils existent déjà. Les agricul-



Cet épandeur de fumier était en réserve pour le cas où les gendarmes belges causeraient des ennuis aux agriculteurs. Franchement, ils auraient dû le pulvériser sur le FFA.

teurs peuvent désormais utiliser des applications simples pour consulter des experts “sans avoir besoin de savoir lire ou écrire”. Ce commentaire arrogant n’est pas passé inaperçu auprès de plusieurs agriculteurs renfrognés présents dans la salle.

Mais une question intéressante se pose à ceux qui cherchent à développer des applications d’IA : L’agriculture peut-elle se passer d’agriculteurs ? À mesure que les données s’affinent, les décisions relatives au choix des semences, à la gestion des mauvaises herbes et des sols ainsi qu’aux travaux des champs peuvent être entièrement automatisées. Les développeurs technologiques considèrent que cela sera une réalité dans un avenir proche et voient d’un bon œil la façon dont cela améliorera l’agriculture en remplaçant les agriculteurs (et en éliminant une fois pour toutes ces méchants tracteurs de nos villes). C’est déjà le cas avec l’agriculture verticale et, d’ici dix ans, ils pensent que toute l’agriculture se fera à partir d’un ordinateur portable.

La plupart des intervenants de la FFA se font livrer leur nourriture, préparée et emballée dans une boîte, de sorte que l’automatisation de l’étape de l’agriculture proprement dite n’est qu’une avancée technologique de plus en faveur de l’amélioration.

Trop de règles et pas assez de confiance...

Il m’est apparu clairement, dès le début, que les maîtres du Power-Point et leurs groupes de consultants ont décidé d’entrer dans la chaîne agricole et alimentaire pour

la réparer selon leurs idéaux et les objectifs de leurs campagnes. Les agriculteurs ne sont que les utilisateurs finaux qui devront s’adapter aux demandes “nécessaires et inévitables” de changement systémique. Après le déjeuner, un panel de membres fondateurs de la FFA a fait le point sur l’appel à l’action de l’année dernière pour une transition alimentaire durable. Chacun a expliqué comment il allait aider les agriculteurs dans cette transition (cette transition n’était pas encore clairement définie, mais elle avait quelque chose à voir avec l’amélioration de la biodiversité). Il est clair que les agriculteurs doivent changer et devenir plus durables. On ne fait pas confiance aux agriculteurs pour gérer cela eux-mêmes.

C’est finalement un agriculteur belge, Bram Van Hecke, qui a pris la parole. Mais il n’était pas concerné par toutes les belles promesses de la chaîne de valeur alimentaire. Il a sûrement déjà entendu tout cela. Il voulait entendre les régulateurs ; il voulait savoir pourquoi Farm2Fork ne prenait pas du tout en compte les intérêts des agriculteurs. M. Van Hecke souhaitait que le groupe FFA, qui a élaboré un appel à l’action sur les transitions des systèmes alimentaires, transmette ses conseils aux gouvernements. En réalité, il est tout simplement débordé par la bureaucratie. “Je ne connais aucun agriculteur qui ne veuille pas protéger la biodiversité... Nous sommes dans une situation où il y a trop de règles et pas assez de confiance”. Bram a mérité à juste titre ses longs applaudissements. »

Au diable les agriculteurs !

« Lors de la dernière session de cette conférence, Chris Hogg,

responsable mondial des affaires publiques chez Nestlé, a expliqué que l’entreprise encourageait l’agriculture régénératrice, mais que cela “ne ferait pas de différence si nous ne pouvions pas l’étendre”. D’accord Chris, mais est-ce que vous discutez vraiment avec les agriculteurs pour savoir si c’est possible ou est-ce que vous parlez seulement avec les investisseurs ESG (Environmental Social Governance) ? Suite à l’intervention d’un Risk-Monger plutôt énervé et irritable, Chris a reconnu qu’il n’avait eu de contacts qu’avec des agronomes et des chercheurs. Cela m’a rappelé un problème que j’avais appris des producteurs de pommes de terre au Canada qui se voyaient imposer leurs obligations ESG par les marques alimentaires, sans aucune consultation sur la question de savoir s’il était possible ou rentable pour les agriculteurs de cultiver des pommes de terre sans labour (“régénératives”) à grande échelle. Un chercheur du Nouveau-Brunswick a déclaré que c’était possible et que cela suffisait aux marques alimentaires.

Aujourd’hui, je suis arrivé à la conclusion que la chaîne de valeur alimentaire n’est pas digne de confiance. Les agriculteurs sont seuls dans leur lutte pour l’équité, et les marques et les détaillants ne sont en aucun cas prêts à renoncer à leurs marges ou à leurs exigences en matière de durabilité pour que ceux qui travaillent la terre puissent en avoir un peu plus. Pire encore, les marques de produits alimentaires compliquent la tâche des agriculteurs qui souhaitent obtenir des rendements satisfaisants et durables. Lors d’une récente discussion sur Twitter (X) sur la façon dont les pommes de terre génétiquement modifiées permettaient aux agriculteurs ougandais de produire



le même produit et le même rendement sans avoir à utiliser de fongicides, j’ai appris que les agriculteurs canadiens disposaient de cette technologie depuis longtemps, mais que des entreprises comme McDonald’s, craignant une réaction négative des consommateurs, refusaient de s’approvisionner auprès d’eux, empêchant ainsi les agriculteurs de cultiver des produits plus durables.

Ainsi, lorsque les marques et les détaillants alimentaires nous disent qu’ils fournissent ce que les consommateurs veulent (des aliments naturels, abordables et durables), ce qu’ils veulent dire, c’est qu’ils ne sont pas prêts à défendre les agriculteurs ou à leur donner une part équitable. »

Que les agriculteurs aillent se faire voir.

Émissions de pomme contre émissions d’orange

« Tout au long de la conférence de la FFA, une bataille de vocabulaire s’est engagée entre deux mots très galvaudés : climat et agriculteur. La plupart des discussions sur l’agriculture à la FFA ont porté sur la transition vers une agriculture plus respectueuse du climat. Mais s’agit-il d’une discussion juste ou raisonnable ? Les émissions de CO₂ des différents secteurs sont-elles comparables ? Les émissions de CO₂ liées à la production des ingrédients nécessaires à la fabrication d’une miche de pain ne devraient pas être comparées aux émissions générées par un vol long-courrier, la conduite d’une grosse voiture ou la consommation de produits de mode rapide. Il y a certaines émissions (par exemple, celles provenant de la production alimentaire) dont nous ne pouvons pas nous passer et d’autres pour

lesquelles des réductions d’émissions plus importantes peuvent être réalisées sans affecter les éléments essentiels de la vie. En d’autres termes, les émissions de gaz à effet de serre ne devraient pas être considérées de la même manière que les autres émissions de CO₂. Malheureusement, comme nous l’avons vu avec les restrictions sur le gaz naturel, les comptables de l’ESG ne considèrent pas les choses de cette manière.

La chaîne alimentaire est un important émetteur de CO₂ et c’est à l’agriculteur qu’il incombe de procéder à toutes les réductions. Il n’y a pas de responsabilité en amont de la chaîne, et les agriculteurs l’ont compris. Aujourd’hui, après la conférence de la FFA, je suis retourné à la Place Luxembourg et au Parlement européen. Les agriculteurs commençaient à plier bagage et il y avait une certaine résignation dans l’air. Nous avons besoin d’un plus grand nombre de personnes aux côtés des agriculteurs. Nous devons être plus nombreux à dénoncer les marques de produits alimentaires qui ne se soucient pas des conséquences de leurs campagnes de relations publiques sur le développement durable. Si les consommateurs ne veulent pas payer davantage, les détaillants et les marques doivent partager une partie de leurs bénéfices avec les agriculteurs. La responsabilité de cette injustice ne devrait pas incomber aux gouvernements.

La véritable menace qui pèse sur la prospérité future des agriculteurs réside dans la chaîne alimentaire dont ils sont à la base. »

Se faire entendre et être entendu

À proximité de Bruxelles, entourée de champs et de verdure à perte de vue, je découvre à nouveau un beau coin de Belgique chez Steven, à Halle. Nous nous rencontrons le lendemain de l'une des manifestations des agriculteurs à Bruxelles. Steven y était : « faire entendre sa voix est important », dit-il. Il en fait de même à Halle. Maintenir le dialogue ouvert, afin que même le conseil municipal comprenne l'impact de leurs décisions sur les agriculteurs. De quoi nourrir un entretien intéressant.

Lise Dehouwer

Biographie

Steven Dumortier vit avec sa femme et ses 2 enfants à Breedhout (Halle). Il a également une belle-fille qui n'habite plus chez eux. Il a repris l'exploitation agricole de ses parents. Sa femme Christel travaille dans l'enseignement ; l'exploitation agricole est le domaine de Steven. Il gère tout lui-même, y compris l'administration. Steven a grandi dans la ferme où il vit maintenant avec sa famille. Il n'a pas toujours été convaincu qu'il la reprendrait un jour. Mais l'intérêt était là dès le début. Pour Steven, rejoindre un mouvement de jeunesse n'était pas une option, car il ne voulait rien manquer de ce qui se passait à la ferme. Vers ses 18 ans, il a décidé consciemment de devenir agriculteur. Après des études économiques en secondaire, il était donc logique qu'il poursuive un diplôme en agriculture à Gand. Steven a maintenant 53 ans et un petit-enfant se promène déjà dans la ferme.

Comment se présente votre exploitation ? Quels animaux élevez-vous ou quelles cultures pratiquez-vous ?

J'ai commencé comme entrepreneur agricole, récoltant et semant des betteraves pour d'autres agriculteurs. Lorsque mon père a pris sa retraite, environ 20 ans plus tard, j'ai repris l'entreprise et arrêté les travaux agricoles pour autrui. Au début, je pratiquais la culture en combinaison avec l'élevage de bétail. Mais il y a cinq ans, j'ai arrêté le bétail. C'était de toute façon la branche la plus petite de l'entreprise et les étables étaient vétustes. Les investissements nécessaires étaient trop lourds par rapport au rendement financier. L'absence d'animaux sur la ferme change beaucoup pour ma vie sociale. Avec le bétail, il peut toujours arriver quelque chose : animaux malades, vêlage... on n'est jamais vraiment tranquille.

Tout mon temps est maintenant consacré aux cultures : betteraves sucrières, froment d'hiver, pommes de terre, carottes et lin. Je mise sur différentes cultures en raison des avantages de la rotation des cultures, mais aussi pour répartir les risques. Notre métier dépend de tant de facteurs (météo, accords commerciaux...), c'est donc nécessaire de se diversifier. Par exemple, le prix du blé n'est pas bon cette année. Heureusement, le prix des betteraves sucrières, des pommes de terre et des carottes est meilleur. Cette année, j'ai aussi un peu de maïs, car je n'ai pas pu semer entièrement le blé d'hiver.

Dans quelles activités vous êtes-vous spécialisé ? Est-ce différent de ce que faisaient vos (grands-)parents ?

Mes (arrière-)grands-parents cultivaient selon la combinaison classique : orge d'hiver, blé d'hiver et betteraves sucrières. À la fin, ils ajoutaient aussi des pommes de terre. J'ai ajouté des carottes et depuis 3 ans aussi du lin. Je me laisse guider par les opportunités que je rencontre. Par exemple, j'ai commencé à cultiver les carottes après qu'un acheteur m'en ait parlé. Ce sont des carottes pour le marché du frais. J'ai testé un an et cela s'est bien passé, donc je continue pour le moment.

Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez changer dans votre gestion de l'exploitation à l'avenir ? Par exemple, spécialisation, autres cultures/animaux, activités alternatives, succession...

Je n'ai pas prévu de changer quoi que ce soit, mais je suis toujours ouvert aux nouveautés. Par exemple, si une nouvelle variété de carottes arrive sur le marché, je veux la tester. Le changement climatique pourrait être une raison de passer à d'autres cultures à l'avenir. Qui sait, peut-être que nous cultiverons tous du soja dans 10 ans. Mais essayer quelque chose de nouveau est toujours un risque. Il faut être réactif, prendre des décisions rapidement et parfois cela échoue.

Diriger l'exploitation agricole prend beaucoup de temps. Y a-t-il d'autres choses qui vous occupent ? Et d'où vient cet intérêt/passion ?

Maintenant que je n'ai plus de bétail, les hivers sont plus calmes. Via l'association "Werkers" du Boerenbond, je garde les pistes de l'aéroport exemptes de neige. Souvent, il ne neige pas en Belgique, mais cette année, j'ai pu sortir quelques fois. Et comme je ne peux rien faire dans les champs lorsqu'il y a de la neige, c'est un emploi idéal pour moi. Et ainsi, je pénètre aussi dans un tout autre monde.

Je suis également actif dans la Guilde d'Entreprise Boerenbond de Halle, qui est une association d'agriculteurs actifs. Nous suivons des dossiers qui peuvent avoir un impact sur l'agriculture. Je pense qu'il est important que les agriculteurs fassent entendre leur voix. La Guilde d'Entreprise est un instrument pour le faire au niveau de la ville. Ainsi, nous nous faisons entendre maintenant autour du nouveau parc national "Forêts Brabançonnaises", qui passera également par Halle. Nous voulons nous assurer autant que possible que la zone agricole reste agricole. Autrefois, nous étions 30 agriculteurs à Halle, maintenant il n'en reste plus que 12. Ce qui reste, nous voulons le préserver. Il est important de continuer à parler à notre conseil municipal. C'est pourquoi nous invitons régulièrement quelqu'un du conseil : le maire ou quelques échevins... Nous les informons sur nos dossiers et montrons notre côté de l'histoire. Ainsi,

ils disposent de toutes les informations importantes lorsqu'ils doivent se prononcer sur un certain projet. Dans les médias, l'agriculture et la nature sont souvent opposées, mais c'est une image fautive. Nous vivons au rythme des saisons et dépendons de la nature. Nous sommes des alliés, pas des ennemis. Pourquoi un parc national devrait-il être composé uniquement de forêt ? Se promener dans la forêt est agréable. Mais sortir de la forêt et marcher le long des champs est au moins aussi beau. Pensez aux vues et aux champs qui ont un aspect différent chaque saison. Et nous avons vraiment besoin de ces champs. Mais la terre est convoitée et de plus en plus de terres agricoles disparaissent.

Pourquoi un parc national devrait-il être composé uniquement de forêt ?

Et puis, il y a ma famille. J'aime prendre le temps d'être avec eux et on s'organise des vacances chaque année. Début juillet, il est généralement possible de partir environ huit jours. Cette année, nous sommes également partis quelques jours pendant les vacances de carnaval ; nous avons visité Barcelone. Les enfants ont maintenant 15 et 18 ans et sont donc assez indépendants. Mais j'ai encore beaucoup de plaisir à aller voir les matchs de volley-ball de ma fille, par exemple. Alors, comme d'autres parents, je passe le week-end à jouer les taxis pour les loisirs des enfants. Cela ne fonctionne pas toujours, mais les jours de pluie ou quand je rentre tôt à la maison, je le fais volontiers.

La spécificité de l'agriculture est qu'il y a des périodes de pointe, comme les moments de semis et de récolte qui sont très chargés. Mais il y a aussi des moments plus calmes. Nous profitons de ces moments en famille.

Le citoyen moyen (consommateur) s'éloigne de plus en plus de l'agriculture. Aussi, la politique connaît aujourd'hui plus de fragmentation, la politique est plus globale, pensez à l'Europe et à la politique mondiale. Le contexte sociétal et politique a donc fortement changé par rapport à la génération précédente d'agri-



culteurs. Êtes-vous (toujours) heureux d'être agriculteur dans ce contexte ? Qu'est-ce qui vous attire dans ce métier ou qu'auriez-vous aimé voir différemment ?

J'aime le métier. Aucun jour n'est le même et chaque année est différente. Aujourd'hui, nous vivons une période très humide, mais bientôt, la situation pourrait changer du tout au tout. Nous vivons au rythme de la nature et suivons la météo. Mais ces dernières années, beaucoup d'administration s'est ajoutée : la déclaration à la banque des engrais, les cahiers des charges, les BPA (Bonnes Pratiques Agricoles) globales, la liste ne cesse de s'allonger. Cela a commencé à la fin de la carrière de mon père et c'est la partie la plus ennuyeuse du travail. Vous devez le faire, mais vous n'obtenez pas de résultat direct. Le but de cette administration n'est pas d'être puni. Si vous n'êtes pas en règle, vous ne pouvez pas livrer.

L'Europe doit se réveiller et réaliser qu'elle a besoin de

nous, les agriculteurs.

C'est encore une raison pour laquelle nous devons faire entendre notre voix. Hier, j'ai moi-même participé à la manifestation à Bruxelles. Pas avec le tracteur (rires), j'ai pris le train. L'Europe doit se réveiller et réaliser qu'elle a besoin de nous, les agriculteurs. L'agriculture est un secteur stratégique. Après la seconde guerre mondiale, la CEE (Communauté économique européenne) a été fondée. Stimuler l'agriculture était un objectif important à l'époque, car il n'y avait pas assez de nourriture. Cela nous rendait dépendants, par exemple, de l'Amérique.

Mais les accords commerciaux actuels rendent la vie très difficile pour les agriculteurs européens. Les produits venant de l'extérieur de l'Europe doivent répondre à beaucoup moins d'exigences. C'est une concurrence déloyale. Notre secteur est également un grand acteur économique. Pensez à tous les fournisseurs et à l'exportation. Sans agriculteurs, beaucoup de gens seraient en difficulté.

Pour le moment, vous cultivez encore des betteraves sur votre exploitation. Cela pourrait-il changer, pensez-vous ? Si oui, qu'est-ce qui pourrait vous amener à arrêter la culture betteravière ?

Autrefois, les betteraves sucrières étaient le fleuron des grandes cultures. Elles apportaient une sécurité financière. Les quotas (nécessaires pour pouvoir cultiver des betteraves sucrières) offraient une sécurité. Sous la pression de l'économie mondiale, ces quotas ont été supprimés. Depuis lors, le prix a fortement chuté, nous laissant face à des années difficiles. Heureusement, depuis deux ans, le prix est à nouveau meilleur. Je ne pense pas que j'abandonnerai rapidement les betteraves sucrières.

Le citoyen flamand moyen et les politiciens et collaborateurs des cabinets des ministères de l'agriculture/environnement semblent parfois très éloignés de l'agriculteur. Quel message voudriez-vous leur transmettre ?

L'agriculture fait partie du patrimoine culturel de la Flandre. Avec les

manifestations des dernières semaines, j'ai remarqué combien de gens étaient sensibles à notre cause. Parfois, les gens applaudissaient même au bord de la route. C'est un sentiment agréable. Cela montre également à quel point il est important de faire entendre sa voix. Grâce aux protestations, les gens savent ce qui se passe et à quel point nous avons des difficultés. C'est une condition pour pouvoir compter sur la compréhension.

Le message que je veux leur donner, c'est que nous avons déjà fait beaucoup de pas pour travailler de manière plus durable. Beaucoup de produits nocifs ont été retirés du marché. Aussi en ce qui concerne le travail du sol : nous labourons moins (pour les betteraves même plus du tout) et c'est beaucoup mieux pour le sol. Nous ne sommes pas nombreux, mais nous faisons du bon travail. Pendant le coronavirus, nous avons vu que la qualité de l'air s'était soudainement améliorée. Logique, car il n'y avait plus de vols et beaucoup moins de circulation. Aussi quand les gens disent que « l'agriculture est responsable de 90% des émissions de dioxyde d'azote », j'ai de sérieux doutes. Nos activités se poursuivaient en effet comme d'habitude.

De plus, j'invite les citoyens et les politiciens à porter un regard critique sur des déclarations telles que 'Achetez local'. Les petits magasins de ferme sont une belle initiative, mais tous les agriculteurs ne peuvent pas le faire. C'est un bon moyen de créer un revenu supplémentaire en tant qu'agriculteur, mais un magasin de ferme par village, c'est déjà beaucoup. Pour moi, nos pays voisins sont également locaux. Les tomates qui vont du sud de la France au nord de la France parcourent plus de kilomètres que les pommes qui viennent du nord de la France à Halle. Acheter local est également plus cher et beaucoup de gens ne peuvent pas se le permettre. Créer de la valeur ajoutée en vendant localement semble une bonne chose, mais cela exclut une grande partie de la population.

Comment vivez-vous la campagne, le traitement des betteraves, la relation avec les fabricants de sucre ? Cette année ou en général. Qu'est-ce qui va bien et qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?

C'était une année particulière. Aussi humide, on ne le voit pas souvent. J'ai livré en trois fois. La première fois, c'était avant la pluie. C'était une bonne livraison, avec peu de tare. Le taux de sucre n'était pas très élevé, mais cela s'est avéré être un problème général. La deuxième

fois, c'était à la mi-novembre en conditions humides et donc beaucoup de tare. Le taux de sucre était encore plus bas. La dernière semaine de campagne de l'usine, j'ai effectué ma dernière livraison. La tare était meilleure, le Toptex avait fait son travail. Mais le taux de sucre avait encore baissé. Ces betteraves avaient été récoltées au cours de la première semaine de décembre. Comme du gel était prévu début janvier, j'ai dû les couvrir doublement. Ce plastique était important, mais les conditions de travail étaient difficiles et les coûts ont augmenté. Si l'usine n'avait pas eu de retard, je pense que le double bâchage n'aurait pas été nécessaire. Je comprends qu'un problème technique était à l'origine du retard, mais j'espère quand même qu'il y aura une forme de compensation pour nous.

Nous venons de recevoir un appel de l'usine pour participer au programme 'Climate farming'. Ceux qui participent prennent un certain nombre de petites mesures pour réduire les émissions de CO2. Par exemple, semer une bande fleurie au bord de nos champs. En retour, vous recevez une compensation. C'est une belle initiative, mais si vous voulez bien le faire, il y a beaucoup de travail et d'administration. Si le résultat est là, j'espère que l'usine mettra également en avant les agriculteurs qui ont participé. S'il vous plaît, mettez en valeur le travail des agriculteurs dans cette histoire de durabilité.

Voudriez-vous changer quelque chose dans la manière dont les fédérations/syndicats fonctionnent actuellement ?

Ils font bien leur travail, mais ce qu'il me manque actuellement, c'est un point de contact direct. Parfois, je ne sais plus à qui m'adresser en cas de problème. Peut-être est-ce aussi parce que je n'ai pas eu de problèmes l'année dernière.



Biowanze : vers une synergie durable entre FOOD, FUEL et FEED

Lors d'une visite à Biowanze le 28 mars, organisé à l'initiative de la CBB, deux membres belges du Parlement Européen, Tom Vandenkendelaere (CD&V) et Pascal Arimont (Les Engagés), ont pu constater comment les productions alimentaires humaines (FOOD), de biocarburants (FUEL) et d'aliments pour le bétail (FEED) peuvent être complémentaires plutôt que concurrentielles dans l'utilisation du sol.

Isabelle Roelandts

Spécialisée dans la production de bioéthanol, l'usine de Biowanze transforme également les grains de blé fourrager et les résidus de l'extraction du sucre de betterave en une multitude de produits valorisés.

L'intégration des productions FOOD, FUEL, FEED & ENERGY

Le processus commence par le décorticage des grains de blé, similaire à celui d'une meunerie traditionnelle. L'écorce, ou son de blé, est non seulement utilisée pour générer de l'énergie renouvelable qui alimente l'usine mais sert également de complément dans l'alimentation animale.

L'extraction du gluten de la farine offre des débouchés dans le domaine de la boulangerie et de l'aquaculture, tandis qu'une fraction des protéines de blé est destinée à l'élaboration de recettes végétariennes et véganes. Le bioéthanol, produit par distillation du lait d'amidon restant, trouve sa place comme carburant respectueux de l'environnement. Les résidus de cette distillation, riches en protéines, sont également valorisés en tant qu'aliments pour le bétail.

Un impact environnemental et économique positif

La transformation d'un hectare de blé à Biowanze permet d'éviter l'importation de l'équivalent d'un hectare de production de graines de soja, réduisant ainsi l'empreinte carbone liée au transport. De plus, le CO2 généré pendant la distillation est récupéré et utilisé dans l'industrie alimentaire, par exemple dans les bois-

sons gazeuses.

Les cendres résultant de la combustion du son de blé, du bois et du miscanthus servent de fertilisants agricoles, bouclant ainsi le cycle de valorisation des ressources.

Une approche locale pour des avantages globaux

Biowanze s'approvisionne principalement en matières premières locales, garantissant non seulement la traçabilité et la qualité des produits mais aussi le développement des filières agricoles wallonnes. Cette démarche favorise la création de valeur ajoutée régionale et soutient l'emploi, tant direct qu'indirect, tout en préservant les écosystèmes locaux.

La visite des parlementaires européens à Biowanze souligne l'importance de repenser nos modèles de production pour qu'ils soient à la fois durables et bénéfiques pour l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. C'est un exemple éloquent de la manière dont l'innovation et la collaboration entre les secteurs peuvent contribuer à une agriculture plus résiliente et respectueuse de l'environnement.





Betteraviers belges - Belgische bietentelers

Organe mensuel de la Confédération des Betteraviers Belges asbl CBB
Boulevard Anspach 111 / 10 • 1000 Bruxelles
T. 02 513 68 98 • F. 02 512 19 88 • www.cbb.be • lebetteravier@cbb.be • Twitter: @cbb_fr

COLOPHON

Editeur responsable: Jef Cleiren, Président de la CBB
Edition et publicité: Isabelle Roelandts - Martine Moyart
Responsable de la technique betteravière: IRBAB Tirlemont
Imprimerie: Antilope De Bie

Abonnement annuel: Belgique € 24,00 • UE € 44,00 • Hors UE € 54,00
IBAN BE 70 1031 0384 3925 • TVA BE 0445.069.157